Burundi : l’opposition dénonce un gouvernement mono-ethnique et mono-partisan

La Libre Belgique,Â 7 juillet 2020 Lâ€™opposition en exil dÃ©nonce, dans un communiquÃ© datÃ© du 6 juillet, la formation Â Gitega, la nouvelle capitale burundaise, dâ€™un gouvernement Â«Â mono-ethniqueÂ Â» et issu Â«Â du seul parti CNDD-FDD e ses alliÃ©sÂ Â».

Cela sâ€™est fait, selon le communiquÃ© de la coalition dâ€™opposition CFOR-Arusha, aprÃ¨s la Â«Â mise en scÃ¨ne Ã©lec du 20 mai dernier. Les rÃ©sultats en avaient Ã©tÃ© tellement tripatouillÃ©s que la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (Ceni) avait dÃ»â€¦retirer ses chiffres tant ils Ã©taient invraisemblables. La CFOR-Arusha y voit un effet direct de lâ€™Ã©limination de lâ€™Accord dâ€™Arusha, qui avait mis fin Ã la guerre civile (1993-2005; 300.000 morts), de la nouvell Constitution de 2018, en vigueur depuis son adoption par un rÃ©fÃ©rendum irrÃ©gulier, notamment parce que les opposants au texte nâ€™avaient pas le droit de faire campagne, contrairement Ã ses promoteurs. Tyrannie militaire La Â«Â rÃ©pression croissanteÂ Â» et le gouvernement militarisÃ© sont une preuve, estime la CFOR-Arusha, que le nouveau prÃ©sident Evariste NdayishimiyÃ© Â«Â tiendra sa promesse de perpÃ©tuer la tyrannie militaire mise en place par son prÃ©decesseur depuis 2005Â Â». La Â«Â rÃ©cente agression militaire contre le RwandaÂ Â» â€“ venue du Burundi, oÃ¹ se sont repliÃ©s les attaquant nuit du 27 juin, est une Â«Â preuveÂ Â» que le rÃ©gime burundais Â«Â continuera Ã Ãªtre une menace pour la paix et la sÃ©cu non seulement du Burundi mais aussi de toute la sous-rÃ©gionÂ Â». La CFOR-Arusha demande donc Ã la communautÃ© internationale de Â«Â sortir de sa torpeur et de prendre des mesures musclÃ©esÂ Â» contre le rÃ©gime militaire burundais, Â«Â compris lâ€™isolement diplomatique et des sanctions Ã©conomiques et personnellesÂ Â», afin de pousser le rÃ©gime Ã enfin nÃ©gocier avec son opposition. La CPI doit accÃ©lÃ©rer son enquÃªte Elle demande aussi Ã la Cour pÃ©nale internationale (CPI) d'Â Â»accÃ©lÃ©rer lâ€™enquÃªte sur les crimes contre lâ€™humanitÃ© en cours au Burundi depuis 2015â€³ pour Â«Â Ã auteurs, qui sont mÃªme Ã la tÃªte du nouveau gouvernement burundaisÂ Â» puissent jouir Â«Â dâ€™une immunitÃ© totale et perpÃ©tuelleÂ Â». Enfin, la coalition appelle Ã la constitution dâ€™un Â«Â front de rÃ©sistance citoyenneÂ Â» pour rÃ©clame rÃ©tablissement de lâ€™Accord dâ€™Arusha. MFC

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});